

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 AOUT 2022  
pris à l'encontre de la société FIN'TECH INDUSTRIE  
pour son établissement situé 38 rue Philippe Lebon  
sur le territoire de la commune d'Albi**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 17 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Fabien CHOLLET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur Fabien CHOLLET, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 autorisation la société FIN'TECH INDUSTRIE à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitements de surface et d'une installation de décapage/nettoyage des métaux par traitement thermique situés 38 rue Philippe Lebon à Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2013 actualisant les prescriptions de fonctionnement des installations exploitées par la société FIN'TECH INDUSTRIE au 38 rue Philippe Lebon sur la commune d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2021 portant mise à jour du classement des activités exercées au sein de la société FIN'TECH INDUSTRIE pour son établissement situé au 38 – rue Philippe Lebon à Albi ;
- Vu** l'article 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé relatif à l'éclairage qui stipule notamment : « Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées » ;

- Vu** l'article 19 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé relatif aux systèmes de détection automatique qui stipule notamment : « *Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.* »
- Vu** l'article 6.3.4. de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 susvisé relatif aux systèmes d'alarme et de mise en sécurité qui stipule notamment : « *Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident* » ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 15 juin 2022 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 1<sup>er</sup> mai 2022, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 20 juin 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 1<sup>er</sup> juillet 2022 ;

**Considérant** que le jour de l'inspection et par courrier en date du 1<sup>er</sup> juillet 2022, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées ;

**Considérant** que l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courrier électronique en date du 3 juin 2022, un plan de localisation des zones à risques d'incendie : ce risque étant identifié dans 11 zones de l'établissement ;

**Considérant** que le jour de l'inspection, il a été constaté l'absence de systèmes de détection automatique d'incendie dans l'ensemble des bâtiments, et plus particulièrement au niveau des installations pouvant présentant un tel danger ;

**Considérant** que par courrier en date du 1<sup>er</sup> juillet 2022, l'exploitant sollicite un délai jusqu'au 31 mars 2023 pour la mise en place de systèmes de détection automatique d'incendie ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FIN'TECH INDUSTRIE de respecter les dispositions des articles 17 et 19 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 et de l'article 6.3.4. de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

*Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,*

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société FIN'TECH INDUSTRIE située au 38 – rue Philippe Lebon à Albi, est mise en demeure de respecter, **sous un mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 17 de

l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 en justifiant que les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel (anciens puits de lumière) ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

#### **Article 2 :**

La société FIN'TECH INDUSTRIE située au 38 – rue Philippe Lebon à Albi, est mise en demeure de respecter **avant le 31 mars 2023** les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 et de l'article 6.3.4. de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 modifié par la mise en place de systèmes de détection automatique d'incendie.

#### **Article 3 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1<sup>er</sup> et 2 ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 4 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 5 : Affichage**

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie d'Albi pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 6 : Exécutions**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ainsi que le maire de la commune d'Albi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FIN'TECH INDUSTRIE.

Albi, le **18 AOUT 2022**  
Pour le préfet, par délégation,  
Le secrétaire général,  
  
**Fabrien CHOLLET**